



Depuis la rencontre interministérielle en fin de semaine dernière pour étouffer dans l'œuf le débrayage dans les salles de classe du Secondaire du pays avec le mot d'ordre « craie morte », les enseignants semblent déterminés d'aller jusqu'au bout de leurs revendications.

Au sortir de cette réunion présidée par le ministre Secrétaire général du Premier ministre, les grandes mesures prises sur le champ allant dans le sens de la normalisation des choses, produisent pour l'essentiel l'effet d'un coup d'épée dans l'eau. Trois jours déjà que dans beaucoup d'établissements, le débrayage va en se raidissant au point où on voit des élèves entrer dans la danse pour manifester du côté de leurs enseignants. Avis à ceux qui se chatouillent les aisselles pour rire sous prétexte qu'il s'agit d'une manifestation d'humeur passagère.

A titre indicatif, les statistiques nationales indiquent qu'au cours de l'année scolaire 2017/2018, le Cameroun comptait 4.192.912 enfants scolarisés dans le primaire avec 93.723 maîtres. Au secondaire en 2018/2019, 94.782 enseignants du secondaire étaient enregistrés. Quatre ans plus tard, on estime à 100.000 le nombre des enseignants qui entrent en débrayage de manière globale. Ce n'est pas rien !

Sur les réseaux sociaux, rien n'est épargné pour manifester la solidarité aux grévistes de tenir bon jusqu'à obtenir gain de cause. C'est désormais acté que des mesures cosmétiques pour étouffer le mouvement font flop. Dans cette affaire, qui peut facilement échapper au contrôle,

les pouvoirs publics sont dos au mur.

Les réunions s'enchaînent en région et dans la capitale sans qu'aucune décision ouverte de mettre un terme collectivement à la grève ne soit prononcée. Les autorités administratives en divers coins du pays, n'arrivent pas à casser ce mouvement, ou à faire une pression sur certains chefs d'établissements. A la vérité, le gouvernement est appelé à tenir un langage de vérité au risque d'aller de tentatives en tentatives, d'échecs en échecs.

Si le Secrétaire général du Premier ministre, avec ses collègues des Enseignements supérieurs, Jacques Fame Ndongo ; des Enseignements secondaires, Pauline Nalova Lyonga Egbe ; du Travail et de la sécurité sociale, Grégoire Owona et de la jeunesse et de l'éducation civique, Mounouna Foutsou, n'ont pas pu mettre un terme au mouvement, c'est qu'il y a vraiment un sérieux problème ou qu'il faut revoir la thérapie de choc.

A défaut pour cette équipe de réussir dans sa mission, c'est désormais Joseph Dion Ngute himself ou Paul Biya qui est tenu de descendre dans l'arène. Dans ces cas-là, le pouvoir aurait usé tous ses fusibles et c'est l'entrée triomphale dans le règne de l'incertitude.

Un rappel furtif des décisions du 19 février

Pour rappel le 19 février 2022, à l'issue de la concertation dans l'Auditorium des services du Premier ministre sous la présidence de Séraphin Magloire Fouda, il avait été entre autres décidé en présence du « Mouvement des enseignants du secondaire Ots, on a trop supporté », d'une évaluation de la situation des enseignants suspendus dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et une reprise en solde immédiate.

En ce qui concerne les compléments de salaire, un travail devait se faire entre le ministre de la Fonction publique et de la réforme administrative (Minfopra), le ministre des Finances (Minfi) et le Minesec aux fins de sortir la liste des agents de l'État du Minesec détenteurs d'un décret d'intégration mais n'ayant pas reçu leurs compléments.

« Un échelonnement réaliste et immédiat des paiements sera fait. La même procédure s'effectuera pour les rappels et le cas des avancements », apprend-on. Par ailleurs, le directeur de l'Office du Bac, le Comité, les Finances et les collectifs « doivent se réunir mercredi pour un point sur les frais de correction de la Session 2021 et un paiement immédiat ».

En outre, sur la question des regroupements familiaux, il a été reconnu qu'elle est complexe car, pour la traiter, de nombreux paramètres méritent d'être pris en compte. Les regroupements seront traités au cas par cas. Dans la foulée, la suggestion a été faite aux représentants du mouvement Ots de rejoindre le Comité interministériel pour travailler ensemble et trouver des solutions à tous les autres problèmes. Pour finir, il a été indiqué qu'il est souhaitable que les enseignants lèvent le mot d'ordre de craie morte lancé pour le lundi le 21 février. Aujourd'hui, au regard de la situation, chacun peut se faire une opinion.

Le Messenger
